



Soirée débat du Collectif des associations citoyennes

Quand la finance s'empare du social

Autour du livre de Boris Martin « Adieu à l'humanitaire » et des Social Impact Bonds (SIB)

Vendredi 29 janvier 2016 de 18h à 20h15

Introduction de Jean Claude Boual

Le 25 septembre 2014, Hugues SIBILLE remettait à Madame Carole DELGA, alors secrétaire d'Etat chargée de l'Economie sociale et solidaire, un rapport sur « *L'investissement à impact social* ».

Si nous enlevons l'enveloppe, l'habillage et le langage pseudo-scientifique du discours, « *L'investissement à impact social* » et sa forme la plus emblématique « *les social impact bonds* » apparaissent bien comme un **objectif d'appropriation par le secteur bancaire et assurantiel, les grandes multinationales d'un secteur qui leur échappe encore en partie**. Ce secteur c'est celui du social qui, notamment dans les pays développés, n'a pas encore été investi en raison des systèmes de protection sociale dans lesquels la solidarité joue encore un rôle important. Pourquoi s'emparer de ce secteur ? La réponse est simple, pour le maîtriser afin d'en dégager des profits les plus importants possible.

Dès la parution de ce rapport, le Collectif des associations citoyennes s'en est emparé et en a démontré les aspects de propagande et mis en lumière les objectifs camouflés dans un langage soit disant moderniste, novateur, mettant en avant l'innovation des solutions proposées alors qu'il s'agit d'une vieille recette qui consiste à faire payer la puissance public au profit du privé, socialiser les pertes et privatiser les profits. Les « *social impact bonds* » pourraient se résumer par la formule : « *Quand l'action sociale finance et rentabilise les investissements privés* ».

La recherche d'un modèle économique pour faire payer la puissance publique-les citoyens et résidents par leurs impôts- pour réaliser des profits les plus élevés possibles le plus vite possible, n'a rien d'innovant, ni d'un nouvel outil, c'est vieux comme le capitalisme.

Quant nous disons cela, on nous traite souvent d'idéologue, sous forme d'insulte pour nous faire taire, comme des attardés, car nous savons tous aujourd'hui que les idéologies sont dépassées, mortes, mantra médiatique desservi jusqu'à plus soif par les médias dominants et hélas par une grande partie de l'université, économistes, sociologues, politologues médiatiques en tête. Le débat sur les idées n'a rien d'infamant, toujours, il n'y a pas d'exception, quand l'on met en avant le pragmatisme pour justifier des mesures contestables et contestées, c'est pour clore le débat et faire taire les contestataires, surtout en économie qui n'a rien d'une science et est toujours la défense d'intérêts spécifiques masqués sous un vocabulaire scientifique.

Dénoncer et combattre cette recherche d'appropriation du domaine social par les multinationales n'est pas de l'idéologie, leur recherche du profit, par tous les moyens, leur rapacité n'est plus à démontrer aujourd'hui quand l'on sait que 67 personnes dans le monde possèdent autant de richesse que la moitié de l'humanité, et les 1% les plus riches autant que tout le reste de l'humanité.

Pour s'en tenir aux « investissements à impact social » et aux « Social Impact Bonds », dans une « étude » de novembre 2015, l'[Institut de l'entreprise](#) (qui comme son nom l'indique n'a rien à voir avec le monde associatif) pages 23 et 24 fait la liste des « Social Impact Bonds » existants dans le

monde (une quarantaine). Conversion faite, les investissements sont exprimés en dollar USA et les « retours » en Livre sterling, ce qui demande une petite gymnastique intellectuelle dans la lecture du tableau, il apparaît que dans la grande majorité des cas **les retours en trois ans, triplent, voir plus les investissements initiaux**. Oui, triplement en trois ans. De ce point de vue l'Institut de l'entreprise a raison, ce n'est pas de l'idéologie, c'est beaucoup plus concret. Certes les contrats sont divers et tous ne dégagent pas autant d'argent mais enfin où va-t-on dans le pillage des deniers public, car qui peut croire qu'un programme réussit dégage autant d'économie ? Pour justifier ce type de contrat, et le paiement aux résultats l'institut a même trouvé un SIB, où les philanthropes investisseurs de départ ont perdu de l'argent. A New-York aux Etats-Unis, dans un SIB visant à réduire la récidive chez les jeunes détenus sortant de la prison de Rikers-Island, les philanthropes investisseurs Goldman-Sachs et Bloomberg ont perdu leur investissement de 1,2 million pour le premier et 6 millions pour le second. Puisqu'on vous le dit, vous voyez bien, « *le risque est transféré du public au privé* » exactement l'inverse de la démarche capitaliste classique ! Un sur quarante et vous osez dire que ça ne marche pas !

Mais la volonté d'appropriation par les banques et les puissances économiques du domaine social ne date pas d'aujourd'hui, les SIB sont plutôt un bout de chaîne, et bien d'autres processus sont en cours dans lesquels il faut inclure les fameuses « *réformes structurelles indispensables pour être compétitif* » dont on nous serine les oreilles à longueur d'antennes télévisées ou radiophoniques.

Nous devons donc poursuivre notre action pour :

- Que les multinationales payent des impôts, et qu'elles les payent dans les pays où elles réalisent leurs profits et que l'on arrête les rescrits fiscaux pour les multinationales, les optimisations fiscales, les évasions fiscales plus ou moins légales notamment au plan européen où chaque pays est un paradis fiscal au regard de son voisin et les problèmes budgétaires de tous les pays de l'UE sont réglés, il n'y a plus de déficit budgétaire dans aucun pays. Faites les comptes.
- Que l'argent des philanthropes (le mécénat des grands groupes) défiscalisé à 60% qui est donc majoritairement de l'argent public (des impôts détournés au seul profit des entreprises, gérés uniquement par elles) soit géré autrement, avec la participation des associations et de la puissance publique. Un vrai philanthrope¹ (quelqu'un qui aime l'humanité selon le dictionnaire), ne doit pas chercher à payer moins d'impôts. S'il est vraiment philanthrope, sa philanthropie c'est en plus des impôts. Il faut être plus offensif sur ce sujet.
- Continuer le débat (le combat) idéologique car ceux qui le mènent en permanence à travers la publicité pour nous inciter à consommer des produits inutiles, avec le concours des médias payés par cette publicité principal vecteur idéologique masqué du capitalisme, voudraient bien que les forces sociales qui contestent ce système renoncent à ce combat.
- Bien sûr que l'ESS peut être financée aussi par des moyens nouveaux tels les fonds orphelins, l'épargne salariale, etc. Mais cela n'aura de sens que dans une politique proactive comme on dit au niveau européen pour la développer en rupture avec la recherche du profit maximum, le plus vite possible.

C'est dans un de ces longs processus d'accaparement, d'un domaine qui a priori ne semblait pas voué à tomber dans l'offensive néolibérale qu'est entré l'Humanitaire car il s'agit alors d'aider son prochain dans des circonstances exceptionnelles. Et pourtant !

C'est ce que Boris Martin, dans son livre « [L'ADIEU A L'HUMANITAIRE ?](#) *Les ONG au défi de l'offensive néolibérale* » paru en octobre 2015 aux Editions Charles Léopold Mayer, avec le soutien du Collectif des associations citoyennes, explique. Je lui laisse la parole.

¹ Définition du mot philanthrope dans le Petit Robert : « *Personne qui est portée à aimer tous les hommes - Personne qui s'emploie à améliorer le sort matériel et moral des hommes* »